

Déclaration préalable au CSA-D du 30 janvier 2023

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et messieurs des services, Mesdames et messieurs les représentant-es des personnels,

Alors que la tension internationale croît dangereusement autour de la guerre en Ukraine, alors que l'inflation plonge les populations dans une paupérisation accrue, alors que le réchauffement climatique progresse, le gouvernement ne trouve rien de mieux que de produire une réforme des retraites sans utilité du point de vue de la pérennisation du système, très rude dans ses conséquences humaines puisque faisant travailler les françaises et français au-delà de l'âge limite de vie en bonne santé, aggravant des injustices en pénalisant encore plus les femmes, les plus précaires. Ce gouvernement n'a d'ailleurs rien négocié sur les propositions qui lui étaient faites, alternatives au repoussement de l'âge légal de liquidation des pensions et à l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation, deux points qui fédèrent une unité syndicale totale.

Le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites présente des données objectives et des projections sur l'évolution du système de retraite. Il montre, que notre système de retraite ne devrait pas présenter de déséquilibre financier majeur au cours des années à venir, tout en soulignant la baisse à venir du niveau de vie relatif des retraités. Clément Carbonnier, professeur et chercheur en économie, co-directeur du LIEP Science-Po avec Michael Zemmour, est venu mercredi 25 janvier en Sarthe, invité par l'intersyndicale interprofessionnelle départementale, exposer en détail la nature du projet de réforme des retraites et ses conséquences pratiques. Le pic des baby boomer est maintenant passé, et la difficulté qui existe est faible et passagère. Elle ne nécessite objectivement pas économiquement une révision paramétrique. La première ministre et son gouvernement mentent quand ils prétendent contre les avis scientifiques sa nécessité.

Fallait-il mettre ainsi en colère un pays sur la prescription d'une feuille de route purement idéologique ? Jeudi 19 janvier deux millions de françaises et français, dont près de 20 000 dans notre département, ont dit non à ce projet en se mettant en grève et en manifestation. Soixante six pour cent de la population ne veut pas de cette réforme selon un sondage produit ce week-end. N'est-il pas dangereusement dérisoire de maintenir cette réforme alors que des enjeux démesurément plus graves devraient être notre priorité ?

Demain de nouveau des manifestations considérables vont confirmer le rejet de cette politique. L'entêtement de ce gouvernement est inacceptable et dangereux. Nous appelons toutes et tous nos collègues, des écoles, des établissements scolaires, des administrations, vous, nous, à poursuivre le mouvement, à s'y joindre s'ils et elles ne l'ont pas encore fait. Être dans le rue aujourd'hui c'est aussi une façon de déjouer le leurre social agité par le rassemblement national et ses 88 député-es, particulièrement absent-es du combat sur les retraites et pour cause. Sur ce terrain, comme sur celui des obsessions identitaires, le RN partagent la volonté de protéger les fort-es contre les faibles, les riches contre les pauvres, le patriarcat contre le féminisme, les écoles privées contre l'école publique, etc.

Rappelons que le même gouvernement qui cherche 12 milliards d'économie sur le dos du monde du travail et notamment des plus précaires, et qui, nous allons y venir, supprime des postes devant

des classes, tout en prévoyant des dépenses pour 400 milliards de budget militaire et sans jamais s'attaquer aux centaines de milliards des plus riches, à l'évasion fiscale ou aux défiscalisations profitant pour plus de 150 milliards par an aux plus grandes entreprises.

Pour ne rien arranger, ce même gouvernement se rend coupable d'usage propagandiste des moyens de communication de l'institution. Monsieur Guérini nous a envoyé à toutes et tous sur nos adresses professionnelles ce qu'il faut bien qualifier de tract ministériel. Quelle est donc sa conception de l'école, de la neutralité institutionnelle, de la fonction publique, de la laïcité lorsqu'il fait ainsi entrer ce type de pression sur les agent-es qu'il a sous son autorité ?

Sa méthode de conviction révèle son éloignement de ce que sont les agentes et agents de la fonction publique, du sens qu'ils et elles donnent à leur fonction, car son initiative a probablement convaincu les quelques collègues qu'il restait à convaincre à rejoindre la très forte contestation.

Dans une grande cohérence ce gouvernement ne répond toujours pas à la question salariale et indiciaire. Tous les scénarii envisagés sont insuffisants. Insuffisants à la simple reconnaissance des missions exercées, insuffisants au regard des salaires des enseignant-es des pays voisins, indignement insuffisants si on prend en référence les salaires des AESH. La pétition intersyndicale pour ces professionnelles de l'accompagnement et de l'inclusion continue d'être signée pour exiger un salaire et un statut juste décent et l'abandon de cette usine technocratique de distribution d'un « droit réduit à un horaire » que sont les PIAL.

L'ambition salariale est absente, désespérément absente, et confirme le malaise professionnel généralisé de nos professions qui se traduit par une crise du recrutement, des démissions, des dépressions, des troubles multiples sur la santé et un profond sentiment d'épuisement.

Sur la question de l'école et de la pédagogie le successeur de Jean Michel Blanquer poursuit la même conception prescriptive de sa mission, niant la professionnalité des actrices et acteurs du métier. Évaluations imposées, propos conservateur sur la dictée, chronométrages, horaires imposés de lecture, d'écriture, de calcul mental. Mise en pression de la maternelle. Le teaching to test est plus que jamais mis en œuvre, avec son inefficience pourtant connue et ses effets délétères. Cette démagogie ne sert que l'arrivée d'une extrême droite obsédée par de telles lubies qui ont plus à voir avec un révisionnisme scolaire qu'avec une véritable réflexion sur les enjeux de démocratisation de la réussite des élèves. **À la FSU, nous revendiquons, en lien avec l'ÉDUCATION NOUVELLE, fondé face à l'horreur de la 1er Guerre Mondiale, le principe éducatif du TOUTES ET TOUS CAPABLES. Un principe inclusif mise en œuvre depuis cent ans.**

Quand un ministre sera-t-il enfin jacobin non sur les détails, mais sur le fond.

Quand un ministre saura-t-il autoriser les inventions de terrain, favoriser les fonctionnements entre pairs, mettre les moyens nécessaires à ces inventions, et fixer un cap politique clair et généreux de combat contre les inégalités scolaires, contre la gangrène des inégalités sociales et culturelles dans l'école ?

Ce temps n'est clairement pas là avec Pap N'diaye. Ce ministre supprime 1177 postes à la rentrée 2023, niveau de détérioration jamais vu depuis plus de dix ans. **En Sarthe ce sont 8 postes que nous rendons alors que l'urgence est à soutenir l'ÉCOLE non par des déclarations ou des intentions, mais par l'augmentation des moyens et des salaires.**

La dotation proposée entraîne de multiples fermetures sur de petites écoles. Le maillage territorial est inexorablement rongé, mettant en concurrence les écoles entre elles au mépris de politiques d'aménagement du territoire portées par des élus locaux.

Elle continue sur les mêmes rails qui semblent ignorer l'impact encore présent de la crise sanitaire, les risques viraux à venir, l'enjeu climatique qui demain rendra précieux l'accès pédestre à l'école, inadaptations structurelles qui sont aujourd'hui les siennes. Nous le rappelons : l'école publique est un bien commun qui nécessite une volonté politique d'une toute autre ambition que celles qui consiste à masquer l'austérité par des mesures médiatiques jamais construite avec la première et principale expertise des écoles : ses personnels.

Cette carte scolaire ne répond pas aux besoins d'une école portée, soutenue, soutenante, ambitieuse et assurant l'égalité des droits.

C'est une carte scolaire de continuité vers la désertification rurale, de continuité dans le maintien des inégalités scolaires, de renoncement à permettre le dépassement des inégalités sociales et culturelles croissantes qui pèsent sur l'école.

L'action constante que mène la FSU, c'est celle tout à la fois d'une structuration du mouvement social, sociétal, des idées et valeurs, et d'une défense au quotidien des salarié·es articulée à une indispensable justice éco-sociale.

C'est cela que les collègues ont validé par le vote en nous plaçant largement en tête des élections professionnelles, dans une reconduction qu'aucun·e élu ne peut revendiquer et ce malgré des modalités des votes techno-solutionnistes et déshumanisantes.

Nous opposons aux renoncements qui existent dans les têtes la promesse d'une victoire possible pour arrêter cette réforme régressive, mais aussi pour en imposer une autre digne d'espoir pour la jeunesse. Trop souvent celle-ci intègre qu'elle n'aura pas de retraite, sans bien mesurer que dire cela c'est accepter de mourir au travail, de mourir précisément pour celles et ceux qui saccagent les droits humains et la planète.

Nous disons aussi que la carte scolaire ne doit pas s'enfermer dans l'enveloppe actuelle. Un collectif budgétaire doit s'imposer. C'est à nous, collectivement de sortir des acceptations stériles et de coordonner les résistances.

Retraites, salaires, conditions de travail, sont les facettes d'une seule et même réalité institutionnelle et sociale.

Nous disons à toutes celles et ceux qui portent pour la jeunesse l'ambition d'une vie digne, pacifique, désirable, féministe et écologique : à demain dans la rue. A bientôt aux cotés des écoles en lutte pour défendre une école publique laïque, républicaine, sociale, émancipatrice.